

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2021/42504]

24 JUNI 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van de beheersovereenkomst van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" 2021-2025

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de " Office de la Naissance et de l'Enfance ", afgekort " O.N.E. ";

Gelet op het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, inzonderheid op artikel 17;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 maart 2021 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 29 april 2021 ;

Gelet op de beraadslaging van de Raad van bestuur van de "O.N.E." van 23 juni 2021 ;

Op de voordracht van de Minister van Kind ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De beheersovereenkomst van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » 2021-2025, en de bijlagen ervan, die opgenomen worden als bijlage bij dit besluit, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 24 juni 2021.

Art. 3. De Minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 juni 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/203298]

17 JUIN 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant une aide de crise en 2021 aux éleveurs de porcs affectés par la chute des prix due aux mesures de lutte contre la COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, articles D.11, D.12, D.13, D.17, D.241, D.242 et D.255, § 2;

Vu le rapport du 17 février 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, intervenue le 18 mars 2021;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 mars 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 avril 2021;

Vu la consultation du secteur intervenue le 31 mai 2021;

Vu l'avis n° 692.69 du Conseil d'Etat, donné le 19 mai 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'article 107, § 3, b), du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne permet d'octroyer une aide d'état compatible avec le marché intérieur lorsque l'aide envisagée vise à remédier à une perturbation grave de l'économie d'un état membre;

Considérant que la communication C (2020) n° 1863 de la Commission du 19 mars 2020 relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'Etat visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 (2020/C 91/01), est prise sur le fondement de l'article 107, § 3, b), du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Considérant le règlement (UE) n° 2020/2094 du Conseil du 14 décembre 2020 établissant un instrument de l'Union européenne pour la relance en vue de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la COVID-19, l'article 1^{er}, § 2, c) et g);

Considérant que l'Instrument mis en place par l'Union européenne pour la relance permet de financer des mesures en faveur des entreprises touchées par l'impact économique de la crise liée à la COVID-19, notamment les petites et moyennes entreprises et les entreprises économiquement viables confrontées à des problèmes de solvabilité;

Considérant que l'Instrument mis en place par l'Union européenne pour la relance permet également de financer des mesures de soutien ayant pour objet de combattre les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur l'agriculture et le développement rural;

Considérant l'impact de la crise COVID-19 sur la dégringolade des prix de vente du porc au kilogramme vif qui a entraîné des pertes considérables pour les producteurs wallons depuis les premières mesures du mois de mars 2020;

Considérant que les mesures de lutte contre la COVID-19 sont toujours en vigueur et que le prix de vente au kilogramme vif continue de se négocier à un prix historiquement bas en 2021;

Considérant que cette chute de prix met gravement en péril la continuité des exploitations porcines de type familial en Région wallonne;

Considérant qu'il y a lieu de soutenir l'activité de ces éleveurs de porcs en Région wallonne dans ce contexte de crise économique provoquée par la pandémie COVID-19, et de compenser les pertes causées par celle-ci;

Considérant qu'il faut dès aujourd'hui procurer une aide ponctuelle au secteur porcin pour faire face à cette situation exceptionnelle;

Considérant que la Commission européenne, par communiqué du 29 mars 2021, a considéré que cette aide ne soulevait pas d'objection au regard de l'article 107, § 3, b), du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'éleveur : l'agriculteur qui exerce une activité de naissance de porcelets en Région wallonne et qui est propriétaire de son troupeau;

2° les entreprises en difficulté : les entreprises définies à l'article 2, 14°, du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

3° le nombre de truies : la moyenne arithmétique des comptages de truies enregistrés dans SANITRACE durant l'année 2020;

4° SANITRACE : la base de données informatisée de l'Agence pour l'identification et l'enregistrement des animaux, des exploitations, des établissements et des installations où sont détenus des animaux, ainsi que des détenteurs et des responsables, utilisée par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et gérée en Région wallonne par l'A.S.B.L. ARSIA;

5° service : Direction des Droits et des Quotas du Département de l'Agriculture;

6° jour ouvrable : jour ouvrable défini à l'article D.3, 21 du Code wallon de l'Agriculture.

Art. 2. Une aide unique visant à soutenir des pertes occasionnées par la mise en place des mesures de lutte contre la pandémie est accordée pour autant que les conditions suivantes soient remplies :

1° l'aide est cumulable avec d'autres aides pour autant que les règles de cumul prévues par les règlements érigeant ces aides soient compatibles entre elles;

2° les exploitations faisant l'objet d'une demande de récupération d'une aide jugée illégale et incompatible avec le marché intérieur en vertu d'une décision antérieure de la Commission européenne ne sont pas admissibles au bénéfice de l'aide;

3° l'aide est transparente;

4° l'aide ne bénéficie pas aux entreprises en difficulté au 31 décembre 2019.

Art. 3. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'aide visée à l'article 2 est accordée à l'éleveur qui à l'introduction de sa demande, respecte les conditions cumulatives suivantes :

1° dispose d'un numéro d'entreprise actif à la banque carrefour des entreprises;

2° est identifié au SIGeC au sens de l'article D.20 du Code wallon de l'Agriculture;

3° possède un numéro de troupeau dans SANITRACE.

Art. 4. L'aide visée à l'article 2 est de cinq cent trente euros par truie.

Art. 5. L'organisme payeur calcule l'aide sur la base des crédits budgétaires disponibles et du nombre de truies détenues par le demandeur.

Le montant de l'aide calculé conformément aux dispositions de l'article 4 est plafonné à cent mille euros par exploitation.

L'aide est liquidée au plus tard le 31 décembre 2021.

Art. 6. L'éleveur introduit sa demande d'aide auprès de l'organisme payeur dans les trente jours ouvrables suivant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté au moyen du formulaire établi par le ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi.

Art. 7. L'organisme payeur notifie sa décision d'octroi au demandeur d'aide dans les trente jours de la réception de la demande visée à l'article 6.

Art. 8. L'aide n'est pas octroyée à l'éleveur qui a bénéficié d'une aide prévue par les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2018 octroyant une aide exceptionnelle aux éleveurs de porcs affectés par l'interdiction de repeuplement des exploitations porcines situées dans la zone infectée par la peste porcine africaine.

Art. 9. Conformément à l'article D.257, § 1^{er} et 2, du Code wallon de l'Agriculture, l'éleveur peut introduire un recours auprès du Directeur de l'organisme payeur contre toute décision prise en vertu du présent arrêté.

Le Directeur de l'organisme payeur ou son délégué entend l'éleveur lorsque celui-ci sollicite une audition conformément à l'article D.17, § 2, du Code wallon de l'Agriculture.

Le Directeur de l'organisme payeur ou son délégué prend une décision sur le recours dans un délai de trois mois à dater de la réception de celui-ci.

La décision du Directeur de l'organisme payeur est notifiée concomitamment au Directeur du service et à l'éleveur.

Art. 10. En exécution de l'article D.255, § 2, du Code wallon de l'Agriculture, l'organisme payeur procède à la gestion et aux contrôles des demandes et au paiement des aides versées aux éleveurs.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 17 juin 2021.

Pour le Gouvernement :
Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétence,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/203298]

17. JUNI 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer Krisenbeihilfe für das Jahr 2021 zugunsten der Schweinezüchter, die vom Preisverfall infolge der COVID-19-Bekämpfungsmaßnahmen betroffen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.11, D.12, D.13, D.17, D.241, D.242 und D.255, § 2;

Aufgrund des Berichts vom 17. Februar 2021, der in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 18. März 2021 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund der am 31. März 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 22. April 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 31. Mai 2021 stattgefundenen Beratung mit dem betreffenden Berufssektor;

Aufgrund des am 19. Mai 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 692.69;

In der Erwägung, dass Artikel 107 § 3 Buchstabe *b*) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union es erlaubt, eine mit dem Binnenmarkt vereinbare staatliche Beihilfe zu gewähren, wenn die in Erwägung gezogene Beihilfe darauf abzielt, eine beträchtliche Störung im Wirtschaftsleben eines Mitgliedstaates zu beheben;

In Erwägung, dass die Mitteilung C (2020) Nr. 1863 der Kommission vom 19. März 2020 "Befristeter Rahmen für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19" (2020/C 91/01) auf der Grundlage von Artikel 107 § 3 Buchstabe *b*) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union verabschiedet wurde;

In Erwägung der Verordnung (EU) Nr. 2020/2094 des Rates vom 14. Dezember 2020 zur Schaffung eines Aufbauinstrumentes der Europäischen Union zur Unterstützung der Erholung nach der COVID-19-Krise, Artikel 1 § 2 Buchstaben *c*) und *g*);

In der Erwägung, dass das von der Europäischen Union eingeführte Aufbauinstrument es ermöglicht, Maßnahmen zugunsten der Unternehmen zu finanzieren, die von den wirtschaftlichen Auswirkungen der COVID-19-Krise betroffen sind, insbesondere die kleinen und mittleren Unternehmen und die Unternehmen, die mit Zahlungsfähigkeitsproblemen konfrontiert sind;

In der Erwägung, dass das von der Europäischen Union eingeführte Aufbauinstrument es ebenfalls ermöglicht, Unterstützungsmaßnahmen zu finanzieren, die darauf abzielen, die Nachwirkungen der COVID-19-Pandemie auf die Landwirtschaft und die ländliche Entwicklung zu bekämpfen;

In Erwägung der Auswirkungen der COVID-19-Krise auf den Einbruch der Verkaufspreise für Schweine je Kilogramm Lebendgewicht, der seit den ersten Maßnahmen im März 2020 zu erheblichen Verlusten für die wallonischen Produzenten geführt hat;

In der Erwägung, dass die COVID-19-Bekämpfungsmaßnahmen immer noch gelten und dass der Verkaufspreis je Kilogramm Lebendgewicht 2021 weiterhin zu einem historisch niedrigen Preis gehandelt wird;

In der Erwägung, dass dieser Preisverfall das Fortbestehen der familiengeführten Schweinehaltungsbetriebe in der Wallonischen Region ernsthaft gefährdet;

In der Erwägung, dass in diesem Kontext einer durch die COVID-19-Pandemie verursachten Wirtschaftskrise die Tätigkeit dieser Schweinezüchter in der Wallonischen Region unterstützt und die durch diese Wirtschaftskrise entstandenen Verluste ausgeglichen werden sollten;

In der Erwägung, dass dem Schweinesektor ab sofort eine punktuelle Beihilfe zur Bewältigung dieser Ausnahmesituation gewährt werden muss;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission in einer Mitteilung vom 29. März 2021 den Standpunkt vertrat, dass diese Beihilfe nicht zu einer Ablehnung gemäß Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe *b*) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union führt,

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Züchter: der Landwirt, der in der Wallonischen Region einer Tätigkeit der Aufzucht von Ferkeln nachgeht und Eigentümer seiner Herde ist;

2° Unternehmen in Schwierigkeiten: Unternehmen im Sinne von Artikel 2 Ziffer 14 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

3° Anzahl Sauen: das arithmetische Mittel aus den im Laufe des Jahres 2020 in SANITRACE erfassten Sauenzählungen;

4° SANITRACE: die von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette verwendete und in der Wallonische Region von der V.o.G. ARSIA verwaltete elektronische Datenbank der Agentur für die Kennzeichnung und Registrierung der Tiere, der Betriebe, Einrichtungen und Anlagen, in denen Tiere gehalten werden, sowie der Tierhalter und verantwortlichen Personen;

5° Dienststelle: die Direktion der Rechte und der Quoten der Abteilung Landwirtschaft;

6° Werktag: der Werktag im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 21 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft.

Art. 2 - Es wird eine einmalige Beihilfe zum Auffang der durch die Einführung der Maßnahmen zur Pandemiebekämpfung verursachten Verluste gewährt, sofern die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Beihilfe kann mit anderen Beihilfen kumuliert werden, sofern die Kumulierungsvorschriften in den Verordnungen zur Einführung dieser Beihilfen miteinander vereinbar sind;

2° Betriebe, die Gegenstand eines Antrags auf Rückforderung einer Beihilfe sind, die aufgrund einer früheren Entscheidung der Europäischen Kommission als rechtswidrig und mit dem Binnenmarkt unvereinbar eingestuft wurde, kommen für die Beihilfe nicht in Betracht;

3° die Beihilfe ist transparent;

4° die Beihilfe kommt Unternehmen in Schwierigkeiten (Stand 31. Dezember 2019) nicht zugute;

Art. 3 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel wird die in Artikel 2 genannte Beihilfe dem Züchter gewährt, der zum Zeitpunkt der Einreichung seines Antrags die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllt:

1° über eine aktive Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen verfügen;

2° gemäß Artikel D.20 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft im InVeKoS-System identifiziert sein;

3° eine Herdennummer in SANITRACE haben.

Art. 4 - Die in Artikel 2 genannte Beihilfe beläuft sich auf fünfhundertdreißig Euro je Sau.

Art. 5 - Die Zahlstelle berechnet die Beihilfe auf der Grundlage der verfügbaren Haushaltsmittel und der Anzahl Sauen, die vom Antragsteller gehalten werden.

Der nach Artikel 4 berechnete Betrag der Beihilfe wird auf hunderttausend Euro pro Betrieb begrenzt.

Die Beihilfe wird spätestens am 31. Dezember 2021 ausgezahlt.

Art. 6 - Der Züchter reicht seinen Beihilfeantrag durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, innerhalb von dreißig Werktagen nach dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses anhand des vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, erstellten Formulars bei der Zahlstelle ein.

Art. 7 - Die Zahlstelle notifiziert dem Antragsteller ihren Gewährungsbeschluss innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang des in Artikel 6 genannten Antrags.

Art. 8 - Dem Züchter, der in den Genuss einer Beihilfe im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Oktober 2018 zur Gewährung einer Sonderbeihilfe zugunsten der Schweinezüchter, die von dem Verbot der Wiederaufstockung der Bestände der Schweinehaltungsbetriebe in dem von der Afrikanischen Schweinepest infizierten Gebiet betroffen sind, gelangt ist, wird die Beihilfe nicht gewährt.

Art. 9 - Gemäß Artikel D.257 § 1 und 2 des Gesetzbuches über die Landwirtschaft kann der Züchter bei dem Direktor der Zahlstelle gegen jeglichen aufgrund des vorliegenden Erlasses gefassten Beschluss Beschwerde einreichen.

Der Direktor der Zahlstelle oder dessen Stellvertreter hört den Züchter an, wenn dieser eine Anhörung gemäß Artikel D.17 § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft beantragt.

Der Direktor der Zahlstelle oder dessen Stellvertreter befindet über die Beschwerde innerhalb einer Frist von drei Monaten ab deren Eingang.

Die Entscheidung des Direktors der Zahlstelle wird dem Direktor der Dienststelle und dem Züchter gleichzeitig notifiziert.

Art. 10 - In Ausführung von Artikel D.255 § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft befasst sich die Zahlstelle mit der Verwaltung und Überprüfung der Beihilfeanträge und mit der Zahlung der Beihilfen an die Züchter.

Art. 11 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 12 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juni 2021

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RÜPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/203298]

17 JUNI 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een crisissteun in 2021 aan varkensfokkers die zijn getroffen door de daling van de prijzen als gevolg van de maatregelen ter bestrijding van COVID-19

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, de artikelen D.11, D.12, D.13, D.17, D.241, D.242 en D.255, § 2;

Gelet op het rapport van 17 februari 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2015 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 18 maart 2021;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 31 maart 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 april 2021;

Gelet op de raadpleging van de sector van 31 mei 2021;

Gelet op advies 692.69 van de Raad van State, gegeven op 19 mei 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat artikel 107, 3, onder *b*), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie het verlenen van staatssteun toestaat die verenigbaar is met de interne markt, indien de voorgenomen steun bedoeld is om een ernstige verstoring in de economie van een lidstaat op te heffen;

Overwegende dat Mededeling C(2020) nr. 1863 van de Commissie van 19 maart 2020 betreffende de tijdelijke kaderregeling inzake staatssteun ter ondersteuning van de economie vanwege de huidige COVID-19-uitbraak (2020/C 91/01), is opgesteld op basis van artikel 107, lid 3, onder *b*), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie;

Gelet op Verordening (EU) nr. 2020/2094 van de Raad van 14 december 2020 tot vaststelling van een herstelinstrument van de Europese Unie ter ondersteuning van het herstel na de COVID-19-crisis, artikel 1, § 2, *c*) en *g*);

Overwegende dat het herstelinstrument van de Europese Unie voorziet in de financiering van maatregelen ten behoeve van ondernemingen die worden getroffen door de economische gevolgen van de crisis in verband met COVID-19, met name kleine en middelgrote ondernemingen en economisch levensvatbare ondernemingen die met solvabiliteitsproblemen te kampen hebben;

Overwegende dat het herstelinstrument van de Europese Unie ook voorziet in financiering van steunmaatregelen ter bestrijding van de gevolgen van de COVID-19-pandemie voor de landbouw en de plattelandontwikkeling;

Gelet op de impact van de COVID-19-crisis op de daling van de verkoopprijs van varkensvlees per kilogram levend gewicht, die sinds de eerste maatregelen in maart 2020 tot aanzienlijke verliezen voor de Waalse producenten heeft geleid;

Overwegende dat de bestrijdingsmaatregelen van COVID-19 nog steeds van kracht zijn en dat de verkoopprijs per kilogram levend gewicht in 2021 nog steeds op een historisch laag niveau ligt;

Overwegende dat deze prijsdaling het voortbestaan van de familiale varkenshouderijen in het Waalse Gewest ernstig in gevaar brengt;

Overwegende dat de activiteit van deze varkensfokkers in het Waalse Gewest moet worden gesteund in de context van de economische crisis die is veroorzaakt door de COVID-19-pandemie, en dat de daardoor veroorzaakte verliezen moeten worden gecompenseerd;

Overwegende dat het noodzakelijk is de varkenssector tijdelijke steun te verlenen om het hoofd te bieden aan deze uitzonderlijke situatie;

Overwegende dat de Europese Commissie in een bericht van 29 maart 2021 heeft geoordeeld dat deze steun geen aanleiding gaf tot bezwaren ten opzichte van artikel 107, § 3, *b*), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie,

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de fokker : de landbouwer die in het Waalse Gewest een activiteit uitoefent op het gebied van het fokken van biggen en die eigenaar is van zijn kudde;

2° ondernemingen in moeilijkheden : de ondernemingen bepaald in artikel 2, 14°, van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

3° het aantal zeugen : het rekenkundig gemiddelde van de in SANITRACE geregistreerde zeugentellingen gedurende het jaar 2020;

4° SANITRACE : het geïnformatiseerd gegevensbestand van het Agentschap voor de identificatie en de registratie van dieren, bedrijven, inrichtingen en installaties waar dieren worden gehouden, alsook van de houders en de verantwoordelijken, dat wordt gebruikt door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en in het Waals Gewest wordt beheerd door de V.Z.W. ARSIA;

5° dienst : Département de l'Agriculture, Direction des Droits et des Quotas (Departement Landbouw, Directie Rechten en Quota's)

6° werkdag : werkdag als bedoeld in artikel D.3, 21 van het Waals Landbouwwetboek

Art. 2. Eenmalige steun ter dekking van door de uitvoering van pandemische maatregelen veroorzaakte verliezen wordt toegekend mits aan de volgende voorwaarden wordt voldaan :

1° de steun is cumuleerbaar met andere steunmaatregelen, op voorwaarde dat de cumulregels bepaald in de voorschriften tot vaststelling van die steunmaatregelen onderling verenigbaar zijn;

2° bedrijven waarvoor een verzoek tot terugvordering van steun is ingediend die onrechtmatig en onverenigbaar met de interne markt is bevonden krachtens een eerder besluit van de Europese Commissie, komen niet in aanmerking voor de steun;

3° de steun is transparant;

4° ondernemingen in moeilijkheden op 31 december 2019 komen niet in aanmerking voor de steun;

Art. 3. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten wordt de in artikel 2 bedoelde steun toegekend aan de landbouwers die bij de indiening van hun aanvraag voldoen aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° een actief ondernemingsnummer in de Kruispuntbank voor Ondernemingen hebben;

2° in het GBCS geïdentificeerd zijn in de zin van artikel D.20 van het Waalse Landbouwwetboek;

3° een kuddenummer in SANITRACE hebben.

Art. 4. De in artikel 2 bedoelde steun bedraagt 530 euro per zeug.

Art. 5. Het betaalorgaan berekent de steun op basis van de beschikbare begrotingskredieten en het aantal zeugen dat door de aanvrager wordt gehouden.

Het overeenkomstig artikel 4 berekende steunbedrag is niet hoger dan 100 000 EUR per bedrijf.

De steun wordt uiterlijk op 31 december 2021 uitbetaald.

Art. 6. De landbouwers dienen hun steunaanvragen uiterlijk 30 werkdagen na de datum van inwerkingtreding van dit besluit bij het betaalorgaan in met gebruikmaking van het door de minister van Landbouw vastgestelde formulier, door elk middel dat een vaste datum verleent aan de verzending.

Art. 7. Het betaalorgaan geeft de steunaanvrager kennis van zijn beslissing tot toekenning binnen dertig dagen na ontvangst de in artikel 6 bedoelde aanvraag.

Art. 8. De steun wordt niet verleend aan een fokker die steun heeft ontvangen op grond van de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 25 oktober 2018 tot toekenning van een buitengewone tegemoetkoming aan varkensfokkers getroffen door het herbevolkingsverbod van varkensbedrijven gelegen in het gebied besmet door Afrikaanse varkenspest.

Art. 9. Overeenkomstig artikel D.257, § 1 en 2, van het Waals Landbouwwetboek kan de fokker een beroep indienen bij de Directeur van het betaalorgaan tegen elke beslissing genomen krachtens dit besluit.

De Directeur van het betaalorgaan of diens afgevaardigde hoort de fokker wanneer laatstgenoemde overeenkomstig artikel D.17, § 2, van het Waalse Landbouwwetboek vraagt om gehoord te worden.

De Directeur van het betaalorgaan of diens afgevaardigde neemt een beslissing omtrent het beroep binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van het beroep.

De beslissing van de Directeur van het betaalorgaan wordt terzelfder tijd ter kennis gebracht van de Directeur van de dienst en van de fokker.

Art. 10. Overeenkomstig artikel D.255, lid 2, van het Waals landbouwwetboek zorgt het betaalorgaan voor het beheer en de controle van de steunaanvragen en -betalingen aan de fokkers.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juni 2021.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS